

2012-2017 : une radicalisation du vote des membres des forces de sécurité.

Récemment publiés

- » N°150 : Colonisation de l'Algérie : des mémoires toujours à vif.
- » N°149 : Emmanuel Macron : forces et faiblesses d'un électorat composite.
- » N°148 : Le vote Macron : sociologie d'un électorat en cours de cristallisation.
- » N°147 : Régionales 2015 en Ile-de-France et primaire de la droite en 2016 : l'échec de la stratégie Terra Nova.
- » N°146 : Régionales de 2015 en Corse : victoire nationaliste et survivance du clanisme.
- » N°145 : Les électorats confessionnels à la primaire de la droite : des choix tranchés.
- » N°144 : Les manifestations policières : signe avant-coureur et catalyseur d'un durcissement sécuritaire de l'opinion
- » N°143 : Que reste-t-il de la Manif pour tous ?
- » N°142 : Octobre 2016 : Les manifestations d'opposition à la création des centres d'accueil : un révélateur de la crispation de l'opinion sur la question des migrants
- » N°141 : Juillet 2016 : l'été terroriste
- » N°140 : Le rapport des catholiques à l'islam en France
- » N°139 : Le spectre de la guerre civile
- » N°138 : La Loire-Atlantique dit « oui » à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes
- » N°137 : Pourquoi le FN a-t-il adopté une attitude prudente vis-à-vis de la loi Travail ?
- » N°136 : 3ème circonscription de Loire-Atlantique : le PS conserve son fief en dépit de mauvais reports.

» En dépit des mises en garde proférées contre les fonctionnaires qui seraient instrumentalisés par le pouvoir, Marine Le Pen affiche une grande sollicitude en direction des forces de sécurité dans cette campagne. Elle a ainsi par exemple visité le 7 février dernier les commissariats de Savigny-sur-Orge, Athis-Mons et Juvisy-sur-Orge. Ce choix de ces lieux ne devait rien au hasard puisque quelques semaines plus tôt, le 14 janvier, une bande avait saccagé nuitamment un quartier de Juvisy-sur-Orge et que, par ailleurs, les policiers qui avaient été agressés à coups de cocktails Molotov à Viry-Châtillon (attaque dans laquelle deux fonctionnaires furent très grièvement brûlés) étaient rattachés à ces commissariats. Symboliquement, ce déplacement de Marine Le Pen dans des commissariats coïncidait de surcroît avec la visite que rendit François Hollande à Théo, ce jeune Aulnaisien grièvement blessé lors d'un contrôle quelques jours avant. Jérôme Cochet, responsable de la communication du directeur de campagne frontiste, David Rachline, ne manquera pas de faire un parallèle en écrivant sur Twitter, photos à l'appui : « L'une [Marine Le Pen] est au chevet des boucliers de la nation. L'autre [François Hollande] est au chevet des racailles. » ¹

¹ Cf Marine Le Pen refuse de voir une « bavure » dans l'interpellation de Théo L. à Aulnay-sous-Bois in Le Monde 07/02/2017

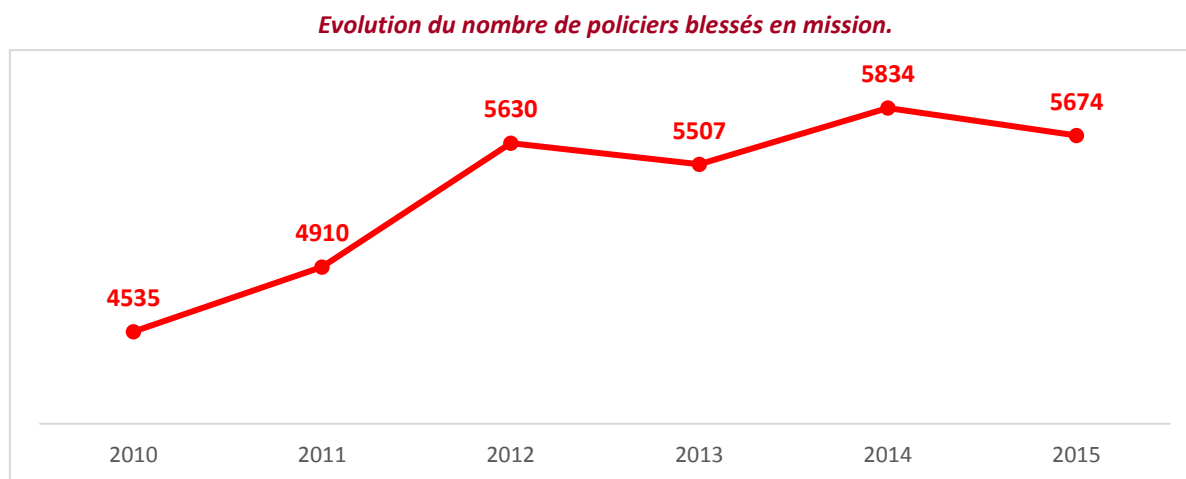
Intervenant après plusieurs nuits d'émeutes dans différentes banlieues, consécutives à l'affaire Théo, ce déplacement de Marine Le Pen lui permit de rappeler son soutien aux forces de l'ordre et de dérouler certaines de ses propositions en la matière comme la création de 15 000 postes de policiers et de gendarmes. Interrogée sur le fait de savoir si cette interpellation très violente pouvait être qualifiée de « bavure », elle adopta une position de défense intégrale et inconditionnelle des policiers, attitude qui ne fut pas, loin s'en faut, celle de tous les responsables politiques, en déclarant : « *Je ne vois pas comment on peut faire autrement, dans un Etat de droit, que d'attendre que la justice se prononce. Je trouve inadmissible de clouer au pilori des policiers avant même que l'enquête ait débuté.* » Le matin même, sur LCI, elle avait déclaré : « *Mon principe de base c'est, d'abord, je soutiens les forces de police et de gendarmerie, voilà. Sauf démonstration par la justice qu'ils ont commis un délit ou un crime.* »

Deux semaines plus tard, le 22 février, la candidate du FN se rendait à la prison de Meaux-Chauconin à l'invitation d'un responsable local du syndicat FO pénitentiaire, invitation adressée à tous les candidats et qu'à ce jour, seule Marine Le Pen avait acceptée. Dans cette prison, sur le parking de laquelle deux surveillantes avaient été renversées délibérément par une voiture en janvier 2016, la candidate annonça son intention de construire 40 000 places de prison supplémentaires et d'instaurer une perpétuité réelle incompressible.

Cette sollicitude vis-à-vis des forces de l'ordre se manifesta de nouveau quand Marine Le Pen rendit hommage aux 11 fonctionnaires de police et de gendarmerie qui avaient été blessés le 25 février à Nantes lors d'une manifestation d'opposants au FN venus protester contre la tenue d'un meeting dans la ville le lendemain. Cette attitude, comme le soutien sans faille apporté aux policiers dans l'affaire d'Aulnay et les annonces de moyens et d'effectifs supplémentaires, trouvent un écho dans une population de gendarmes, policiers et militaires fortement exposée aux violences, qu'elles soient en lien avec le terrorisme (on rappellera l'égorgement du couple de policiers de Magnanville), les violences urbaines (c'est à la suite de l'attaque d'une voiture de police à Viry-Châtillon que le vaste mouvement de protestation dans la police fut déclenché à l'automne dernier) ou avec la délinquance traditionnelle.

1- Des policiers et des gendarmes exposés à une violence croissante et condamnant le « laxisme judiciaire »

Comme on peut le voir sur le graphique suivant, le nombre de policiers blessés en mission a fortement augmenté ces dernières années.

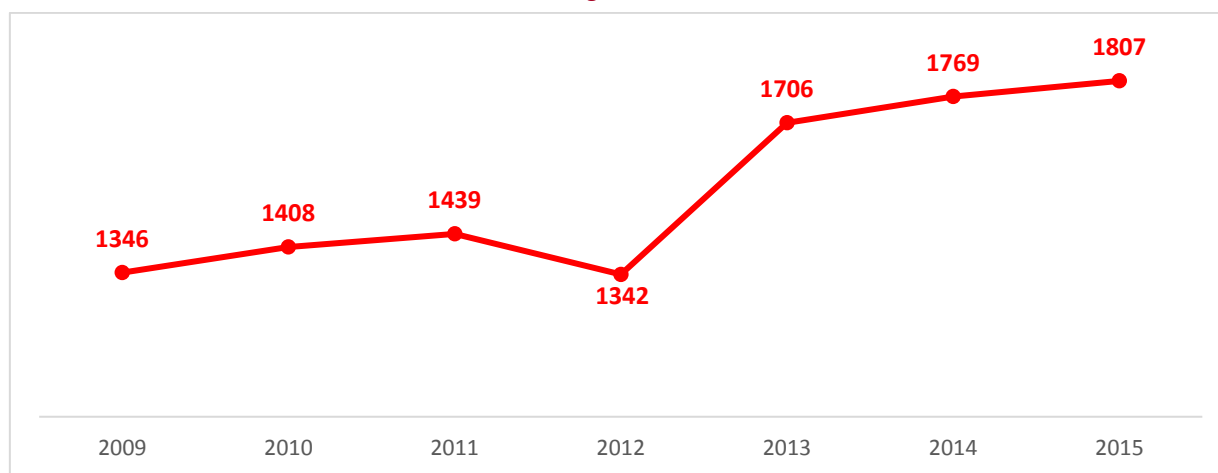


Source : Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales

D'après les informations disponibles, cette tendance se serait poursuivie pour l'année 2016, au cours de laquelle les nombreuses manifestations contre la loi Travail ont donné lieu à des affrontements violents pendant lesquels des fonctionnaires de police ont été blessés en nombre. Les images de l'attaque puis de l'incendie d'une voiture de police quai de Valmy à Paris, le 18 mai 2016 par des casseurs en marge d'une manifestation avaient notamment fortement marqué les esprits.

La même tendance est à l'œuvre pour le corps de la gendarmerie. Une hausse sensible du nombre de blessés en mission a été enregistrée à partir de 2013, où de nombreux effectifs de gendarmerie mobile ont été engagés dans les affrontements avec les zadistes de Notre-Dames-des-Landes. En 2014, c'est le chantier du barrage de Sivens qui a été le théâtre des mêmes scènes et en 2015, c'est la gestion de la crise de la jungle de Calais qui a occasionné le déploiement de nombreux escadrons de gendarmerie mobile, où les affrontements avec des migrants et les militants No border se sont aussi soldés par des blessés supplémentaires. Les blessés enregistrés dans les rangs de la gendarmerie territoriale, en charge de la lutte contre la délinquance, ont eux aussi été plus nombreux ces dernières années.

Evolution du nombre de gendarmes blessés en mission.



Source : DGGN

Ces conditions d'exercice de leurs missions ne sont pas sans peser sur l'état des gendarmes. Une enquête récente de l'Ifop pour *l'Essor de la Gendarmerie nationale*² indiquait ainsi que 54% d'entre eux ressentaient souvent ou de temps en temps de la peur dans le cadre de leurs missions. A cela s'ajoute également, comme parmi leurs collègues policiers, une absence ou une insuffisance de moyens. Ainsi, seulement 33% des gendarmes se disent satisfaits de leurs conditions matérielles de travail (locaux, matériel informatique, véhicules).

Mais par-delà ce mécontentement concernant les conditions de travail et la peur ressentie, des critiques plus politiques sont également exprimées très largement dans les rangs de la maréchaussée. 97% des gendarmes sont ainsi d'accord (dont 78% « tout à fait d'accord », soit une adhésion massive et d'une intensité impressionnante) avec l'opinion selon laquelle « les magistrats ne condamnent pas assez sévèrement les délinquants multirécidivistes ». Cette mise en cause du laxisme judiciaire s'accompagne d'une critique sur la pusillanimité des pouvoirs publics puisque 63% des gendarmes (dont 30% de « tout à fait d'accord »)

² Enquête réalisée on line du 10 au 22 novembre 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 1189 gendarmes. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas : sexe, âge, région, statut et grade.

approuvent l'idée selon laquelle « les membres de forces de l'ordre ont pour consigne implicite de ne pas aller dans les quartiers sensibles pour ne pas faire de vagues et créer des tensions ».

2- En 2012 comme en 2015, gendarmes et militaires ont été nombreux à voter FN

Ce climat d'opinion très particulier n'est pas sans incidence sur les comportements électoraux. Nous avons mis en lumière un survote assez prononcé des gendarmes pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012³. Il semblerait que les attentats et le contexte sécuritaire soient venus amplifier cette tendance lors des régionales de 2015. On constate en effet, pour ce scrutin, des niveaux de vote Front National élevés voire très élevés dans les bureaux de vote auxquels sont rattachées les casernes de gendarmerie mobile ou de la garde républicaine. Le vote Front National déjà structurellement puissant dans ces bureaux a très clairement augmenté entre la présidentielle et les élections européennes, traduisant sans doute une exaspération de ces gendarmes et de leurs familles face à la politique sécuritaire et pénale du gouvernement mais aussi une profonde insatisfaction concernant leurs conditions de vie et de travail ainsi que peut-être une radicalisation suite aux événements de Notre-Dame-des Landes. Or, dans plusieurs bureaux de vote tests que nous avons pu identifier, non seulement ce niveau élevé n'a pas diminué, mais il a encore grimpé entre les européennes et les régionales comme le montre le tableau ci-dessous.

Evolution du vote Front National dans certains bureaux de vote auxquels des casernes de gendarmes sont rattachées

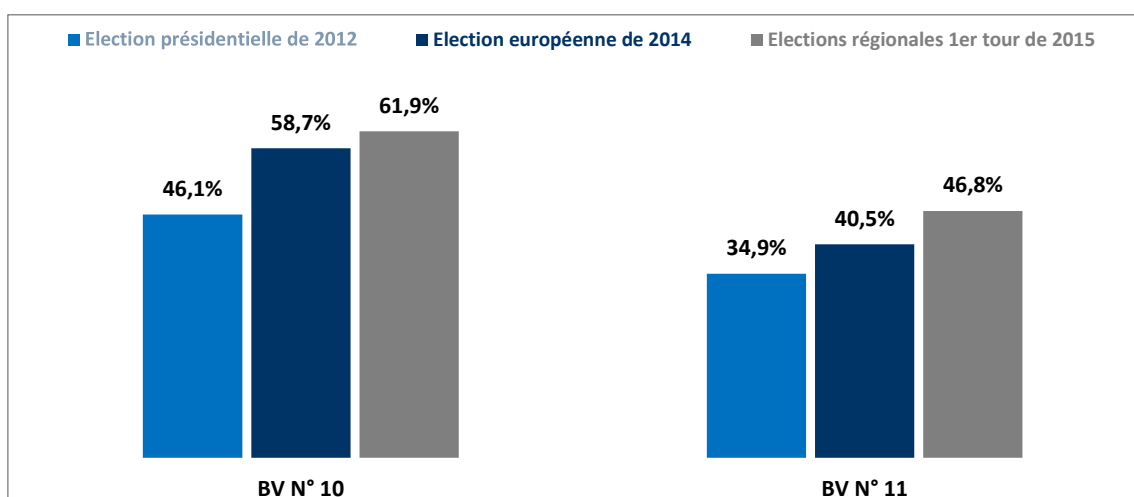
Bureaux de vote	% Marine Le Pen 2012	% Front National européennes 2014	% Front National 1 ^{er} tour des régionales 2015
Hyères BV n°22 (2012-2014) devenu BV n°19 (2015)	42.1%	48.3%	64.4%
Nanterre BV n°14	37.5%	49.3%	51.8%
Amiens BV n° 36	23.9%	37.4%	43.9%
Lyon BV n° 2774	21%	29.1%	31.2%

A Hyères, Amiens et Lyon, il s'agit de casernes de gendarmes mobiles et à Nanterre d'une caserne de la garde républicaine. Le bureau de Nanterre présente une autre spécificité qui est de compter parmi les inscrits sur la liste électorale uniquement des gendarmes (en l'occurrence des gardes républicains) et leurs familles, alors que dans les autres exemples cités, la population gendarmique constitue certes une part importante du corps électoral du bureau de vote mais des « civils » habitant le quartier votent également dans le même bureau. Le cas de Nanterre permet donc de disposer d'un échantillon « chimiquement pur » pour suivre le vote des gendarmes même s'il s'agit d'un corps spécifique, qui est celui de la garde républicaine.

Deux autres bureaux présentent les mêmes caractéristiques, il s'agit des bureaux n°10 et 11 de Versailles qui correspondent au camp de Satory. Ce camp abrite des militaires, des unités blindées de la gendarmerie mais aussi le très prestigieux GIGN, qui a été engagé en première ligne face aux frères Kouachi à Dammartin-en-Goële en janvier 2015. Dans ces deux bureaux également, la progression du vote frontiste a eu lieu entre 2012 et 2014 puis de nouveau entre 2014 et 2015.

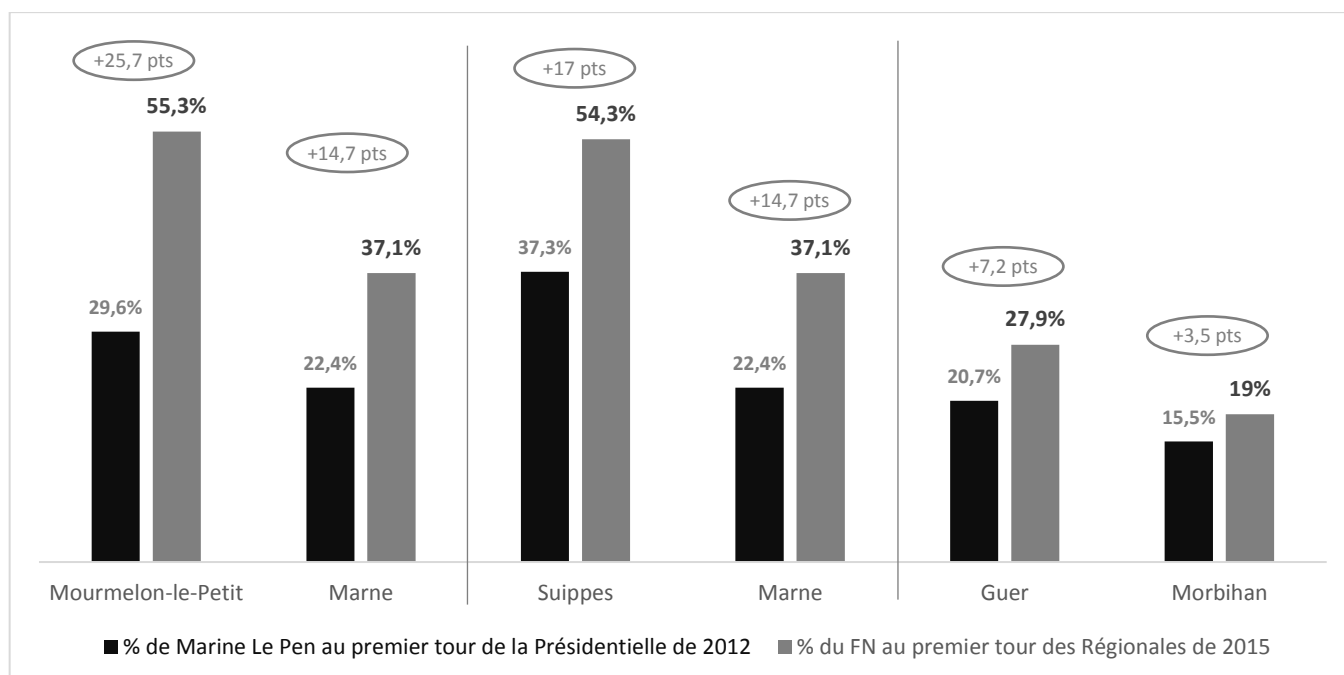
³ « Gendarmes mobiles et gardes républicains : un vote très bleu-marine », *Ifop Focus*, n°115, juillet 2014.

Evolution du vote Front National entre 2012 et 2015 dans le camp de Versailles – Satory



On observe un phénomène similaire à l'échelle communale dans des communes abritant une implantation militaire. C'est notamment le cas à Mourmelon-le-Grand et Mourmelon-le-Petit où sont situés un important camp de manœuvre et différentes unités, dont le 501ème régiment de chars de combat, à Suippes, où est implanté le 40ème régiment d'artillerie ou bien encore à Guer, siège de l'école de Saint-Cyr-Coëtquidan dans le Morbihan. Dans toutes ces communes où le poids des militaires et de leur famille pèse significativement car la population communale est relativement limitée⁴, les scores du FN au premier tour en 2015 se situent très au-dessus de la moyenne départementale et la progression de ce vote entre 2012 et 2015 dans ces communes a été nettement plus forte qu'au plan départemental.

2012-2015 : un niveau et une progression du vote FN très supérieurs à la moyenne départementale dans certaines communes abritant une base militaire.



⁴ Dans des villes moyennes ou grandes, compte-tenu de la taille de la population, les effectifs des garnisons militaires, quand elles existent, sont par trop dilués pour que l'on puisse détecter un éventuel impact statistique de leur présence sur les résultats électoraux de la commune.

Les garnisons de l'armée de terre ne sont pas les seules concernées. On constate également par exemple un survote frontiste au premier tour des élections régionales à Ochey et Thuilley-aux-Groseilles, où est implantée la base aérienne 133. En moyenne, le vote FN a atteint sur ces communes et les communes rurales limitrophes 42,8% des voix contre 34,9% en moyenne sur le département de la Meurthe-et-Moselle.

En Haute-Corse, la commune de Ventiseri abrite la base aérienne 126 Ventiseri-Solenzara qui emploie 950 personnels. Cette commune comptant 1709 inscrits, cela laisse donc à penser que, même si tous les militaires et leurs familles ne résident pas sur cette commune (une partie habite aussi dans les villages voisins), ils représentent une part importante du corps électoral local. Or, la liste FN qui n'a atteint que 10,6% en moyenne en Corse au premier tour des régionales enregistrait un résultat de 21,5% à Solaro et de 17,5% à Ventiseri. Ce survote pour le FN ne s'était pas uniquement manifesté lors de ce scrutin. Ainsi, alors que Marine Le Pen obtenait au premier tour de l'élection présidentielle une moyenne de 23,3% sur le département de la Haute-Corse, elle atteignait 27,5% à Solaro, 28% à Prunelli-di-Fiumorbo, 36,2% à Ventiseri et 36,7% à Serra-di-Fiumorbo. A Ventiseri, le score le plus important (38,9%) était obtenu dans le bureau de vote englobant la base aérienne contre 18% seulement dans un autre bureau plus excentré. Cette réalité n'a pas échappé à Jean-Guy Talamoni qui déclarait sur France Inter le 28 décembre 2015, au lendemain des violences dans le quartier des Jardins de l'Empereur à Ajaccio : « *L'extrême-droite est une idéologie importée en Corse. [] Ce sont les bureaux de vote à proximité par exemple de la base de Solenzara, où il y a beaucoup de militaires continentaux [] où le FN fait des scores remarquables* ».

3- Focus sur les personnels de l'administration pénitentiaire

D'autres communes à relativement faible population, mais comptant sur leur territoire un établissement pénitentiaire, permettent d'observer si l'on constate un survote FN localisé, ce qui indiquerait une inclinaison également marquée pour le FN des personnels pénitentiaires. Nous avons retenu plusieurs exemples de communes de ce type et dans 5 cas sur 6, le vote FN au premier tour des régionales a été supérieur voire très supérieur à la moyenne départementale comme le montre le tableau ci-dessous.

Le vote FN au premier tour des régionales dans certaines communes abritant une prison.

Communes	Département	% FN dans la commune	% FN dans le département	<i>Ecart</i>
Ville-sous-la-Ferté (Clairvaux)	Aube	53,4%	40%	<i>+13,4 pts</i>
Villenauxe-la-Grande	Aube	48,5%	40%	<i>+ 8,5 pts</i>
Joux-la-Ville	Yonne	42%	36,2%	<i>+ 5,8 pts</i>
Varennes-le-Grand	Saône-et-Loire	33,8%	29%	<i>+ 4,8 pts</i>
Mauzac	Dordogne	33,7%	24,8%	<i>+ 8,9 pts</i>
Neuvic	Dordogne	24,6%	24,8%	<i>-0,2 pt</i>

Nous avons mené une analyse parallèle en milieu urbain pour conforter ces résultats. En effet, les gardiens de prison bénéficient parfois de logements dans le parc locatif privé ou public qui sont mis à leur disposition par l'administration. Il ne s'agit pas d'une configuration similaire à un casernement de gendarmes mobiles ou de gardes républicains bien entendu mais dans certains cas, le nombre de personnels pénitentiaires dans un immeuble ou un groupe d'immeubles peut être très important⁵. Ces logements réservés, situés à proximité immédiate des centres de détention, peuvent représenter une part significative de la population de ces quartiers et les gardiens de prison et leurs proches peuvent y constituer une proportion non négligeable des inscrits sur les listes électorales. Et dans les trois cas que nous avons pu identifier, ces bureaux de vote se distinguaient aussi par rapport au reste de la ville en ce qui concerne le vote pour Marine Le Pen à l'élection présidentielle en 2012. Ainsi, dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, où le bureau numéro 979 (intégrant la résidence « des Baumes » où sont logés une partie des agents travaillant aux Baumettes toutes proches) affichait un taux de 32,4% pour le FN contre 21,1% en moyenne sur l'arrondissement. A Fleury-Mérogis, le bureau de vote numéro 3 (englobant l'ensemble « les Résidences » comprenant de nombreux logements occupés par des personnels pénitentiaires) a voté à 25,9% pour la candidate frontiste contre 20,5% sur l'ensemble de la commune en 2012. Ce phénomène fut encore plus marqué à Fresnes : 21% dans le bureau de vote numéro 6 contre 11,5% en moyenne sur la ville en 2012. Et l'on constate dans ces deux derniers cas de nouveau un survote très marqué pour le FN au premier tour des régionales de 2015 et une progression du FN plus importante dans ces bureaux, où votent de nombreux personnels pénitentiaires, que dans le reste de la ville.

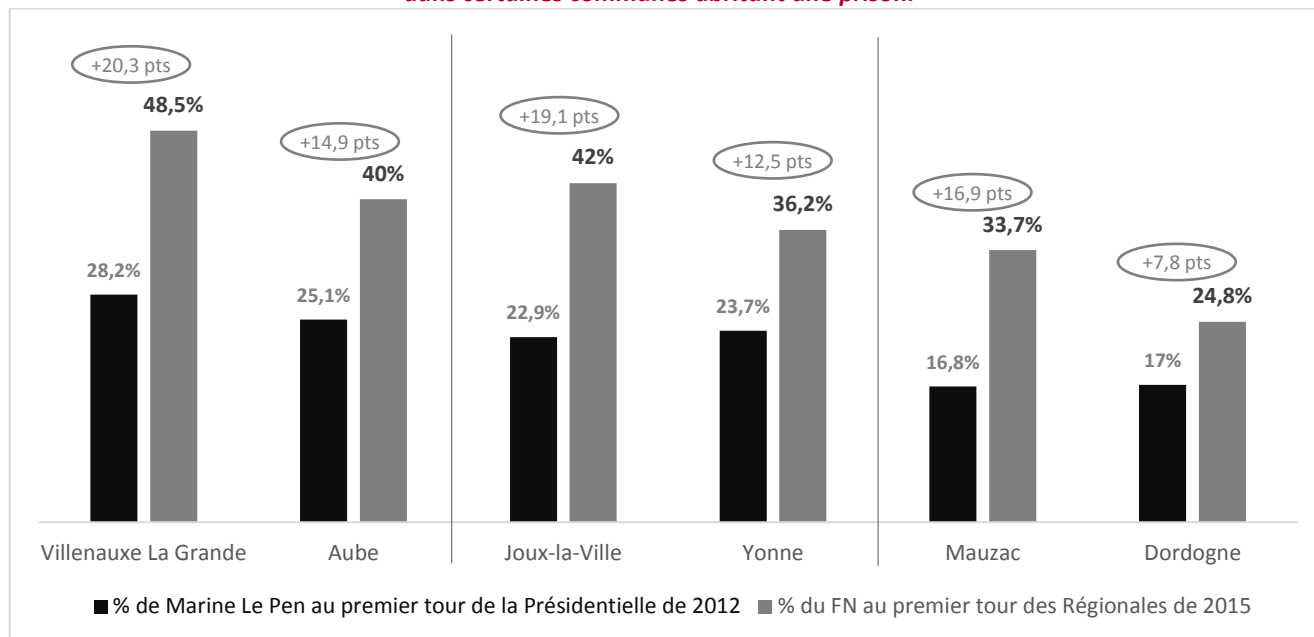
2012-2015 : un niveau et une progression du vote FN très supérieurs à la moyenne communale dans les bureaux où votent de nombreux personnels pénitentiaires.

Commune	% Le Pen en 2012	% FN au 1 ^{er} tour des régionales	Evolution
Fresnes	11,5%	16,8%	+ 5,3 pts
BV n°6	21%	31,7%	+ 10,7 pts
Fleury-Mérogis	20,5%	31%	+ 10,5 pts
BV n°3	25,9%	38,4%	+ 12,5 pts

De la même façon, dans certaines communes rurales abritant un établissement pénitentiaire (comme dans le cas des communes de garnison que nous avons évoqué précédemment), le vote frontiste a nettement plus augmenté entre la présidentielle de 2012 et les régionales de 2015 que la moyenne départementale. Cela pourrait bien traduire une radicalisation du personnel pénitentiaire, lui aussi confronté à une dégradation de ses conditions de travail et à une insécurité croissante.

⁵ Cette forte présence de personnels de l'administration pénitentiaire et de leur famille est bien connue localement ce qui a valu par exemple à l'un de ces ensembles de logements situés à Fleury-Mérogis, de se faire communément appeler « matonville ».

2012-2015 : un niveau et une progression du vote FN très supérieurs à la moyenne départementale dans certaines communes abritant une prison.



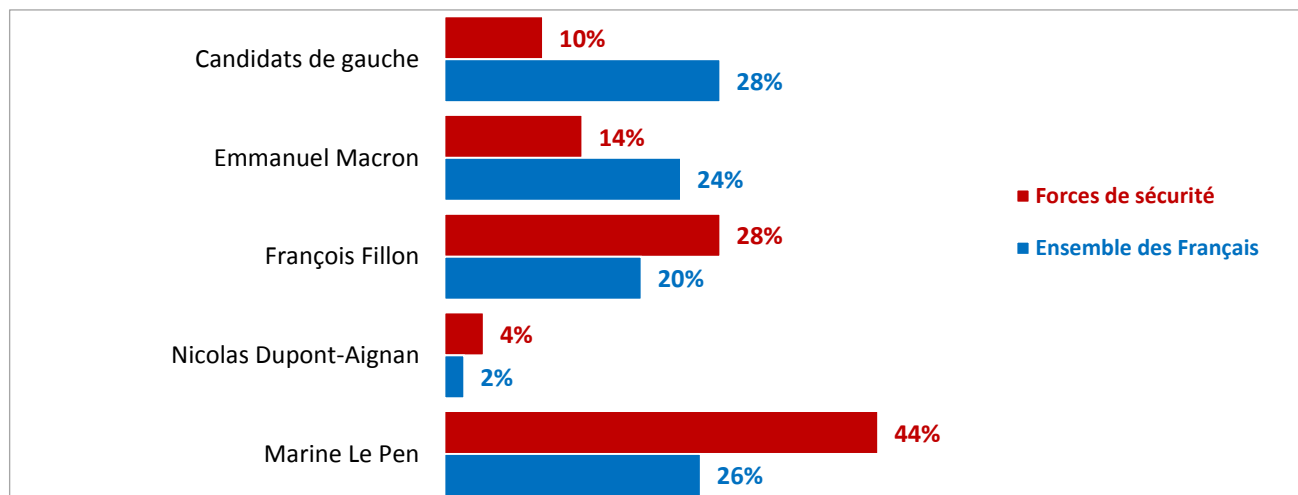
D'après les syndicats, en 2015, 4500 agressions d'agents pénitentiaires et 18 prises d'otages avaient été enregistrées. Des mutineries particulièrement violentes avaient éclaté dans la prison d'Aiton (Savoie) et à Condé-sur-Sarthe en octobre 2015. Le 22 octobre, soit un mois et demi avant le premier tour des régionales, les syndicats organisèrent, pour la première fois depuis dix ans, une manifestation nationale à Paris qui rassembla près de 2000 personnes.

4- Pour 2017, des intentions de vote massivement orientées vers Marine Le Pen

Dans ce contexte, on peut s'interroger sur les intentions de vote pour l'élection présidentielle des membres des forces de sécurité, qu'il s'agisse des policiers et des gendarmes comme des militaires et des gardiens de prisons. Nous avons pu identifier à partir d'un cumul des vagues quotidiennes du rolling Ifop-Fiducial, pour *Paris-Match*, CNews et Sud Radio, un sous-échantillon de près de 200 policiers, gendarmes, militaires et gardiens de prisons. A date, 44% envisageraient de voter pour Marine Le Pen, soit une proportion impressionnante de quasiment un sur deux. La dynamique frontiste que l'on observe dans l'ensemble de la société française est donc beaucoup plus puissante parmi les membres des forces de sécurité. Davantage exposés à la délinquance, au contexte terroriste et aux effets imputés à la crise migratoire, soient autant de ressorts favorisant le vote FN, ces milieux professionnels font office de loupe grossissante en amplifiant puissamment les tendances à l'œuvre dans l'ensemble du corps social.

Cette domination du FN dans les rangs des forces de sécurité s'accompagne d'un survote pour François Fillon et Nicolas Dupont-Aignan, de telle sorte que le centre de gravité idéologique de ces professions penche très massivement à droite. Le total de ces deux candidats atteint 32% contre 22% dans l'ensemble de l'électorat, quand la prime en faveur de Marine Le Pen s'établit à 18 points (44% contre 26%).

**Intentions de vote pour le 1^{er} tour de la présidentielle des membres des forces de sécurité
et de l'ensemble des Français.**



Emmanuel Macron recueillerait quant à lui 14%, ce qui prouve sa capacité à s'adresser à tous les électeurs, même si ce score serait en retrait par rapport à son étiage national (24%). L'ensemble des candidats de gauche (les deux candidats trotskistes, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon) atteindraient seulement 10%, soit 18 points de moins que leur étiage national, les programmes et la vision de la société qu'ils portent ne rencontrant donc qu'un très faible écho parmi les membres des forces de sécurité.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.

Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises

jerome.fourquet@ifop.com